

<p>✳ Ensemble de règles qui régissent les rapports des membres d'une même société. Qui suis-je ?</p>	<p>✳ Définir le Droit.</p>	<p>✳ Le droit public régit les rapports des particuliers entre eux. Vrai ou faux ?</p>	<p>✳ Distinguer droit public et droit privé.</p>
<p><i>Le Droit.</i></p>	<p><i>Le droit est un ensemble de règles obligatoires visant à organiser les relations que les hommes entretiennent entre eux afin qu'ils puissent vivre harmonieusement en société.</i></p>	<p><i>Faux, c'est le droit privé.</i></p>	<p><i>Le droit public organise le fonctionnement des institutions et les relations de l'État avec les particuliers tandis que le droit privé organise les relations des particuliers entre eux.</i></p>
<p>✳ Le droit du travail est une branche de droit privé. Vrai ou faux ?</p>	<p>✳ Le droit fiscal est une branche de droit privé. Vrai ou faux ?</p>	<p>✳ Citer les caractéristiques de la règle de droit.</p>	<p>✳ Une règle permanente est une règle qui ne peut pas être abrogée. Vrai ou faux ?</p>
<p><i>Vrai.</i></p>	<p><i>Faux, c'est une branche de droit public.</i></p>	<p><i>La règle de droit présente 4 caractéristiques : elle est permanente, obligatoire, impersonnelle (générale et abstraite) et doit respecter le principe de la neutralité technologique.</i></p>	<p><i>Faux, c'est une règle qui s'applique tant qu'elle n'a pas été abrogée (c'est-à-dire supprimée).</i></p>
<p>✳ Une règle obligatoire est nécessairement assortie d'une sanction. Vrai ou faux ?</p>	<p>✳ Précisez la signification du principe de la neutralité technologique.</p>	<p>✳ Expliquer ce qu'est l'équivalence fonctionnelle.</p>	<p>✳ Définir la personnalité juridique.</p>
<p><i>Vrai.</i></p>	<p><i>C'est un principe selon lequel la loi doit donner à toutes les techniques la même reconnaissance juridique (écrit, oral ou électronique).</i></p>	<p><i>Principe selon lequel l'écrit électronique sera accepté par le juge à titre de preuve au même titre que l'écrit papier, à condition qu'il respecte les mêmes conditions de validité (authenticité, intégrité du document).</i></p>	<p><i>C'est l'aptitude d'une personne à être titulaire de droits et à être soumise à des obligations.</i></p>
<p>✳ La capacité juridique est l'aptitude d'une personne à être titulaire de droits et à être soumise à des obligations. Vrai ou faux ?</p>	<p>✳ Trouvez le bon mot : Aptitude d'une personne à être titulaire de droits et à être soumise à des obligations.</p>	<p>✳ Trouvez le bon mot : Aptitude d'une personne à acquérir des droits et à exercer les prérogatives qui y sont rattachées.</p>	<p>✳ Lister au moins quatre éléments d'identification d'une personne physique.</p>
<p><i>Faux, la définition donnée est celle de la personnalité juridique.</i></p>	<p><i>La personnalité juridique.</i></p>	<p><i>La capacité juridique.</i></p>	<p><i>Une personne physique est identifiable grâce à son nom, ses prénoms, son sexe, sa date de naissance, son domicile, sa nationalité, son adn, son empreinte génétique,...</i></p>

<p>✳ Lister les éléments d'identification d'une personne morale.</p>	<p>✳ Précisez quand commence et quand fini la personnalité juridique d'une personne physique.</p>	<p>✳ Précisez quand commence et quand fini la personnalité juridique d'une personne morale.</p>	<p>✳✳ Indiquer les conséquences de l'obtention de la personnalité juridique pour une personne physique.</p>
<p><i>Une personne morale est identifiable à partir de sa dénomination sociale, le lieu de son siège social et sa nationalité. (Le « nom de l'entreprise » et « son domicile » ne sont pas admis).</i></p>	<p><i>La personnalité juridique d'une personne physique apparaît au jour de sa naissance, si elle naît vivante et viable, et disparaît au jour de son décès.</i></p>	<p><i>La personnalité d'une personne morale commence au jour de son immatriculation et disparaît au jour de sa dissolution.</i></p>	<p><i>La personne physique détient des droits <u>patrimoniaux</u> et des droits <u>extrapatrimoniaux</u> et est alors soumise à des obligations. (droits et obligations ne suffisent pas).</i></p>
<p>✳✳ Indiquer les conséquences de l'obtention de la personnalité juridique pour une personne morale.</p>	<p>✳ Donner une définition de l'identité juridique.</p>	<p>✳ L'usurpation d'identité n'est qu'un phénomène numérique. Vrai ou faux ?</p>	<p>✳ Distinguer usurpation d'identité et vol d'identité.</p>
<p><i>Elle devient une personne distincte des personnes qui la composent. Elle obtient alors le droit de détenir un patrimoine, d'ester en justice, de conclure des contrats et sera soumise à des obligations.</i></p>	<p><i>C'est l'ensemble des données qui permettent de différencier les sujets de droit les uns des autres. L'identité donne une individualité à chacun.</i></p>	<p><i>Faux, il existe de nombreux cas d'usurpation de l'identité juridique.</i></p>	<p><i>Usurpation d'identité : fait de prendre l'identité d'une personne vivante à son insu. Vol d'identité : fait de prendre l'identité d'une personne décédée.</i></p>
<p>✳✳ Proposez 2 raisons différentes expliquant l'usurpation de l'identité juridique de quelqu'un.</p>	<p>✳✳ Définir l'identité numérique.</p>	<p>✳ Ma page Facebook est un élément de mon identité numérique. Vrai ou faux ?</p>	<p>✳ Citer le nom de la loi instaurant le délit d'usurpation d'identité numérique. (Donner son nom et sa date précise).</p>
<p><i>Pour régulariser sa situation au regard de l'immigration, pour accéder aux finances de la personne usurpée, pour commettre un délit ou un crime en son nom, pour accéder à des droits de façon indue.</i></p>	<p><i>C'est une identité complexe constituée des informations que l'individu créé lui-même (avatar, inscription sur site,...), des informations que les autres écrivent sur lui et des traces qu'il laisse en naviguant sur le net.</i></p>	<p><i>Vrai</i></p>	<p><i>C'est la loi LOPPSI 2 du 14 mars 2011.</i></p>
<p>✳ Préciser la spécificité de la loi LOPPSI 2 du 14 mars 2011.</p>	<p>✳✳✳ Expliquer comment était sanctionnée l'usurpation d'identité numérique avant la loi LOPPSI 2 du 14 mars 2011.</p>	<p>✳✳ Proposer 3 solutions différentes pour protéger son identité numérique.</p>	<p>✳ La Constitution française actuelle est celle de la 5ème République. Elle date de 1946. Vrai ou Faux ?</p>
<p><i>Elle crée un délit spécifique pour l'usurpation d'identité numérique.</i></p>	<p><i>Ce délit devait être associé à une autre infraction telle que l'espionnage ou le vol. Mais ces infractions étaient difficiles à prouver. L'usurpation d'identité n'était donc pas une infraction autonome.</i></p>	<p><i>Ne pas divulguer ses mots de passe, crypter ses données sensibles, ne pas tout dire sur Internet, surveiller son identité numérique, développer sa e-réputation, user de son droit de modification et/ou de rectification auprès de la CNIL,...</i></p>	<p><i>Faux, la Constitution française actuelle est bien celle de la 5<sup>ème</sup> République. Mais elle date de 1958.</i></p>

<p>✳ Indiquer la place de la Constitution française dans la hiérarchie des normes.</p>	<p>✳✳ Citer les trois textes évoqués dans le préambule de la Constitution française de la 5ème République.</p>	<p>✳✳ Expliquer l'article 34 de la Constitution française actuelle : « la loi est votée par le Parlement ».</p>	<p>✳✳ Définir l'expression « promulguer une loi ».</p>
<p><i>Ce texte est au sommet de la hiérarchie des normes.</i></p>	<p><i>Il s'agit de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, du préambule de la Constitution de 1946 et de la Charte de l'environnement de 2004.</i></p>	<p><i>La loi émane du pouvoir législatif, qui peut être à l'origine du texte (proposition de loi) mais surtout qui discute le texte et le vote grâce à un système de navette entre l'Assemblée Nationale et le Sénat.</i></p>	<p><i>Promulguer signifie qu'après avoir été voté par le Parlement, le texte de loi est envoyé pour signature auprès du Président de la République.</i></p>
<p>✳✳ Une loi promulguée est directement applicable sur le territoire français. Vrai ou Faux ?</p>	<p>✳ Expliquer l'utilité des règlements (décrets, arrêtés).</p>	<p>✳✳ Présenter les deux sources de droit communautaire et leurs modalités d'application sur le territoire national.</p>	<p>✳ Comment appelle-t-on un texte signé entre deux ou plusieurs États ?</p>
<p><i>Faux, le texte doit encore être publié au Journal Officiel. Il est ensuite applicable un jour franc après publication.</i></p>	<p><i>Ces textes émanant du pouvoir exécutif permettent d'appliquer les lois sur le territoire (décret d'application) ou de prendre des mesures administratives.</i></p>	<p><i>Il existe 2 sources de droit communautaire : les <u>règlements</u> (qui sont directement applicables en droit national) et les <u>directives</u> (qui doivent être transposées en droit national pour être applicables).</i></p>	<p><i>On parle de traité. S'il est signé entre 2 États : c'est un traité bilatéral ; s'il est signé par plusieurs États : c'est un traité multilatéral.</i></p>
<p>✳ Définir la jurisprudence.</p>	<p>✳ Lorsqu'une jurisprudence évolue/change, on parle de revirement de jurisprudence. Vrai ou Faux ?</p>	<p>✳✳ La jurisprudence est constituée uniquement des décisions prises par la Cour de cassation. Vrai ou Faux ?</p>	<p>✳ Distinguer les usages et les coutumes.</p>
<p><i>C'est l'ensemble des décisions prises par les juges et qui permettent l'interprétation de la règle de droit.</i></p>	<p><i>Vrai</i></p>	<p><i>Faux. Les décisions prises par <u>tous</u> les tribunaux constituent la jurisprudence. Mais les décisions adoptées par la Cour de cassation y tiennent une place importante car c'est la Cour suprême de droit privé.</i></p>	<p><i>Les usages sont d'origine professionnelle, tandis que les coutumes proviennent des habitudes de la société française, de l'histoire du pays.</i></p>
<p>✳ Indiquer de quelle branche de droit sont issues les conventions collectives.</p>	<p>✳✳✳ Représenter sous la forme d'un schéma la hiérarchie des normes.</p>	<p>✳ Définir la doctrine.</p>	<p>✳ L'ensemble des décisions de justice constitue la doctrine. Vrai ou faux ?</p>
<p><i>En droit du travail.</i></p>	<p><i>Au sommet, la constitution, puis les traités et droit communautaire, ensuite les lois, enfin les règlements. Ne pas oublier les autres sources : jurisprudence, doctrine, us et coutumes. (<u>schéma de la pyramide</u> est obligatoire).</i></p>	<p><i>C'est l'ensemble des études et des recherches effectuées par les professionnels du droit (professeurs, avocats,...) afin de faire avancer la réflexion sur les problèmes de droit.</i></p>	<p><i>Faux, c'est la jurisprudence.</i></p>

<p>*** La justice française est organisée selon le principe du double degré de juridiction. Expliquer ce principe.</p>	<p>*** Expliquer les particularités d'un jugement en 1er et dernier ressort.</p>	<p>* Préciser qui rend les jugements en 1er et dernier ressort.</p>	<p>*** La justice française est organisée selon le principe de la dualité des ordres de juridictions. Expliquer ce principe.</p>
<p><i>Cela signifie qu'un citoyen peut demander à la justice que son affaire soit entendue deux fois, en 1<sup>ère</sup> instance puis en appel.</i></p>	<p><i>C'est un jugement qui n'est <u>pas</u> susceptible d'appel. Il constitue une exception au principe de double degré de juridiction. <u>Il concerne les affaires dont la créance est inférieure à 4000€.</u></i></p>	<p><i>Ces jugements sont rendus par le juge de proximité, qui étudient les affaires de &lt;4000€.</i></p>	<p><i>La justice française est organisée selon le principe du double ordre de juridiction : elle est constituée d'un ordre administratif et d'un ordre judiciaire.</i></p>
<p>*** Lister les litiges pris en charge par les juridictions administratives.</p>	<p>*** Définir le principe du contradictoire.</p>	<p>* Chaque individu a le droit à un procès équitable. Expliquer.</p>	<p>*** Citer le nom des chambres de la Cour de cassation.</p>
<p><i>Elles gèrent 2 types de litiges : les conflits entre les citoyens et les administrations d'une part et les conflits des administrations entre elles d'autres parts.</i></p>	<p><i>Principe de fonctionnement de la justice française qui signifie que chaque partie au procès a le droit d'être entendue (à l'écrit ou à l'oral) par le juge afin de défendre sa position.</i></p>	<p><i>En effet, chaque individu a droit d'être jugé par un juge indépendant et impartial, dans le cadre d'un procès équitable au cours duquel il sera entendu par le juge.</i></p>	<p><i>La Cour de cassation comprend 6 chambres : trois chambres civiles, une chambre sociale, une chambre commerciale et une chambre criminelle.</i></p>
<p>*** Citer le nom des tribunaux qui prennent en charge les infractions pénales.</p>	<p>*** Mme X se pourvoit en cassation contre l'arrêt rendu par la CA de Reims. Préciser le type de décision que la Cour de cassation peut prendre en l'espèce.</p>	<p>*** L'affaire de M Y fait l'objet d'un renvoi en CA après cassation. Cette dernière ne suit pas les recommandations de la Cour de cassation. Déterminer s'il reste des voies de recours à M Y.</p>	<p>*** Indiquer le rôle de la Cour d'appel qui reçoit un dossier après renvoi de l'Assemblée Plénière de la Cour de cassation.</p>
<p><i>En droit pénal, le tribunal de police prend en charge les contraventions, le tribunal correctionnel les délits et la Cour d'assises les crimes.</i></p>	<p><i>La Cour de cassation peut prononcer soit le REJET du pourvoi, soit la CASSATION de l'arrêt d'appel.</i></p>	<p><i>Il reste des voies de recours à M Y. Il peut se pourvoir à nouveau en cassation pour qu'elle se réunisse en Assemblée Plénière.</i></p>	<p><i>Cette Cour d'appel statue en <u>respectant</u> la décision prise par la Cour de Cassation.</i></p>
<p>* Indiquer le nom des parties au procès devant une Cour d'appel.</p>	<p>*** Préciser les particularités de la Cour de cassation.</p>	<p>*** Une affaire provenant d'un juge de proximité et ayant fait l'objet d'un pourvoi en cassation sera renvoyée par la Cour de cassation devant une Cour d'appel.</p>	<p>*** Citer le nom des tribunaux de 1<sup>ère</sup> instance correspondant aux branches de droit suivantes : droit commercial, droit du travail et droit civil.</p>
<p><i>Le demandeur est appelé l'appelant et le défendeur est l'intimé.</i></p>	<p><i>C'est la Cour suprême. A ce titre, elle ne statue qu'en droit.</i></p>	<p><i>Faux, les affaires sont toujours renvoyées devant des cours de même degré. Par conséquent, s'il y a renvoi, ce sera devant un autre juge de proximité.</i></p>	<p>- Droit commercial = tribunal de commerce ; - Droit du travail = Conseil de prud'hommes ; - Droit civil = juge de proximité, TI et TGI.</p>

<p>*** Expliquer comment déterminer si une affaire civile doit être traitée par le juge de proximité, le TI ou le TGI.</p>	<p>* Préciser si les décisions prises en Cour d'assises sont-elles susceptibles d'appel.</p>	<p>* Indiquer le lieu du siège du tribunal correctionnel.</p>	<p>*** Martin télécharge illégalement un film. Choisir le tribunal compétent pour juger de l'affaire. (cas pratique)</p>
<p><i>La répartition dépend du montant des dommages et intérêts demandés : Le juge de proximité = &lt;4000€, le TI = entre 4000€ et 10 000€ et le TGI = &gt;10 000€.</i></p>	<p><i>Oui</i></p>	<p><i>Auprès du TGI.</i></p>	<p><i>Le téléchargement illégal étant un délit, il sera jugé par le tribunal correctionnel.</i></p>
<p>*** Julie, avocate, est en conflit avec l'entreprise de vidéosurveillance qui lui a installé son système de sécurité. Choisir le tribunal compétent pour régler le litige. (cas pratique)</p>	<p>* Deux entreprises informatiques ont décidé par contrat de régler leurs éventuels litiges à l'amiable. Quels MARC ont-elles pu choisir ?</p>	<p>** Distinguer la médiation, la conciliation et l'arbitrage.</p>	<p>* Préciser la signification de l'acronyme MARC.</p>
<p><i>Julie n'exerce pas dans son domaine d'activité en faisant installer une caméra. Elle est donc consommateur. Le juge de proximité ou le TI seront compétents.</i></p>	<p><i>Elles ont pu choisir la médiation, la conciliation ou l'arbitrage.</i></p>	<p><b>Médiation</b> : aider les parties à discuter et à trouver elles-mêmes des solutions ; <b>Conciliation</b> : proposer des solutions que les parties peuvent accepter ou non ; <b>Arbitrage</b> : imposer des solutions aux parties.</p>	<p>MARC = Mode Alternatif de Règlement des Conflits. (On peut aussi parler de MARL ou de MARD.)</p>
<p>** Distinguer acte juridique et fait juridique.</p>	<p>* Expliquer si un acte juridique est nécessairement écrit.</p>	<p>* Définir l'acte authentique.</p>	<p>* Définir l'acte sous seing privé.</p>
<p><b>Acte juridique</b> = acte volontaire dont les conséquences sont voulues, acceptées par les parties. <b>Fait juridique</b> = événement voulu ou non dont les conséquences ne sont pas voulues.</p>	<p><i>Non</i> <i>Certains contrats sont oraux. La plupart des actes juridiques sont consensuels.</i></p>	<p><i>C'est un acte signé devant un notaire.</i></p>	<p><i>C'est un acte qui est conclu entre deux parties. C'est un acte signé.</i></p>
<p>** Expliquer ce qu'est une preuve par écrit au sens de l'article 1316 du code civil.</p>	<p>** Citer deux moyens de preuve admis par le juge français.</p>	<p>** Définir le commencement de preuve par écrit. (et citer un exemple)</p>	<p>** Indiquer les deux apports de la loi du 13 mars 2000.</p>
<p><i>« La preuve littérale, ou preuve par écrit, résulte d'une suite de lettres, de caractères, de chiffres ou de tous autres signes ou symboles dotés d'une signification intelligible. »</i></p>	<p><i>Il va admettre prioritairement les actes authentiques et les actes sous seing privé. Mais il peut aussi admettre l'aveu, le serment, le témoignage.</i></p>	<p><i>C'est un élément de preuve écrit mais qui n'est ni un acte authentique ni un acte sous seing privé. Ex : un talon de chèque, une facture, un relevé de compte bancaire, un SMS, un mail,...</i></p>	<p><i>Cette loi précise que :</i> 1/ L'écrit numérique a la même valeur que l'écrit papier (principe de l'équivalence fonctionnelle) 2/ A condition que cet écrit numérique comporte une signature électronique.</p>

<p><b>*** Expliquer ce qu'est une signature électronique.</b></p>	<p><b>* Préciser qui délivre la signature électronique.</b></p>	<p><b>*** Préciser qui supporte la charge de la preuve dans un procès.</b></p>	<p><b>* Indiquer le rôle du juge dans un procès civil.</b></p>
<p><i>C'est une signature composée d'une clé publique et d'une clé privée qui permet d'authentifier un document électronique.</i></p>	<p><i>Un tiers de confiance.</i></p>	<p><i>La charge de la preuve est supportée par le demandeur, sauf en cas de présomption légale (il y a alors renversement de la charge de la preuve).</i></p>	<p><i>Il doit entendre les parties et trancher le litige. (Mais en tout état de cause, il doit rester neutre et chercher la commune intention des parties.)</i></p>
<p><b>* Expliquer ce que signifie l'expression « Par ces motifs, casse et annule ».</b></p>	<p><b>* La Cour de cassation est la juridiction suprême de droit public. Vrai ou faux ?</b></p>	<p><b>* La Cour d'appel rend un arrêt confirmatif. Cela signifie-t-il qu'elle est d'accord avec le tribunal de 1<sup>ère</sup> instance ?</b></p>	<p><b>* Une signature scannée est une signature électronique. Vrai ou Faux ?</b></p>
<p><i>La Cour de cassation s'oppose à l'arrêt rendu par la Cour d'appel.</i></p>	<p><i>FAUX, c'est la juridiction suprême de droit privé.</i></p>	<p><i>OUI</i></p>	<p><i>FAUX</i></p>
<p><b>* Nommer les parties devant la Cour de cassation.</b></p>	<p><b>* Expliquer ce que signifie l'expression « Par ces motifs, rejette ».</b></p>	<p><b>*** Le droit administratif est du ressort de la Cour de cassation. Vrai ou Faux ? (Justifier).</b></p>	<p><b>*** Présenter la particularité du droit de l'informatique</b></p>
<p><i>On les appelle le demandeur au pourvoi et le défendeur au pourvoi.</i></p>	<p><i>La Cour de cassation rejette la demande au pourvoi et confirme donc la décision de la Cour d'appel.</i></p>	<p><i>FAUX, le droit administratif appartient à la branche du droit public alors que la Cour de cassation est compétente en droit privé.</i></p>	<p><i>Le droit de l'informatique apparaît dans de nombreuses branches de droit : droit civil, droit du travail, droit de la propriété intellectuelle, droit pénal,</i></p>
<p><b>* Ma page Facebook est un élément de mon identité juridique. Vrai ou faux ?</b></p>			
<p><i>Faux, Elle est un élément de l'identité numérique.</i></p>			